



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sous embargo jusqu'au mercredi 31 octobre 2018 à 16 h (heure d'Europe centrale)

Le Sommet mondial se conclut par de nouveaux engagements en faveur de la protection des défenseur·e·s des droits humains

Des défenseur·e·s des droits humains des quatre coins du globe se sont réunis cette semaine à Paris à l'occasion du Sommet mondial des défenseur·e·s des droits humains, en vue d'élaborer un plan d'action en faveur de la protection et de la promotion du travail des militants et militantes qui se battent pour les droits, 20 ans après l'adoption de la première Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme de l'ONU.

Après trois jours de débats et de développement stratégique couvrant des questions régionales et internationales, les droits environnementaux et les femmes qui défendent les droits humains, ainsi que les attaques croissantes visant les défenseur·e·s partout dans le monde, cette dynamique culminera avec la présentation d'un plan d'action historique à l'ONU en décembre.

La haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies Michelle Bachelet a déclaré lors de la cérémonie d'ouverture : « Ce que les défenseur·e·s des droits humains nous apprennent, c'est que nous pouvons tous nous mobiliser pour nos droits et les droits d'autrui, dans nos quartiers, dans nos pays et partout dans le monde. Nous pouvons changer le monde. »

Au cours du Sommet ont été débattus des demandes à l'intention des gouvernements, des entreprises, des institutions financières internationales, des donateurs et d'autres parties intéressées, visant notamment à adopter des plans d'action nationaux, appliquer les lois visant à faire respecter légalement la déclaration de l'ONU, inscrire au premier rang de la politique étrangère la protection des défenseur·e·s et accorder la priorité à la protection et aux activités des défenseures des droits humains, des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT+), des défenseur·e·s des droits des peuples autochtones et autres défenseur·e·s marginalisé·e·s.

Kumi Naidoo, secrétaire général d'Amnesty International, a déclaré : « Le niveau de danger auquel sont confrontés les militant·e·s de par le monde a atteint un point critique. Chaque jour, des citoyens ordinaires sont menacés, torturés, emprisonnés et tués en raison de leurs luttes, de leurs croyances ou simplement de leur identité. Il est temps d'agir et de se dresser contre le durcissement de la répression visant les défenseur·e·s des droits humains partout dans le monde. »

La cérémonie de clôture s'est déroulée au Palais de Chaillot, à Paris, là où a été adoptée la Déclaration universelle des droits de l'homme il y a 70 ans. Les 150 défenseur·e·s se

sont réunis pour élaborer le plan d'action et rendre hommage aux femmes et aux hommes qui œuvrent sans relâche à défendre les droits fondamentaux à travers le monde.

Parmi les personnes présentes au cours des trois derniers jours figurent Alice Mogwe, secrétaire générale de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et directrice exécutive de Ditshwanelo au Botswana ; le journaliste Matthew Caruana Galizia, lauréat du prix Pulitzer, qui réclame justice après le meurtre de sa mère, Daphne Caruana Galizia, il y a un an à Malte ; Anielle Franco, qui milite avec courage pour que justice soit rendue à sa sœur Marielle Franco, militante brésilienne et conseillère élue, assassinée dans sa voiture il y a sept mois.

Hina Jilani, présidente de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), fondatrice de la Commission des droits humains du Pakistan et première rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des défenseur·e·s des droits humains, a déclaré : « Les États ne nous laissent pas de place, c'est grâce aux défenseur·e·s des droits humains que la société civile jouit d'un espace. En vous voyant tous ici mobilisés pour la défense des droits, je ne suis pas trop pessimiste. Nous n'avons jamais été un mouvement aussi mondial. Mais nous devons être fermes face aux États et leur demander de se montrer à la hauteur et de s'exprimer en faveur des défenseurs. Les droits humains nécessitent des efforts. »

La Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme (1998)

En 1998, les gouvernements adoptaient la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, reconnaissant ainsi leur rôle essentiel. Malgré des progrès dans certains domaines, de nombreux gouvernements ne respectent toujours pas les engagements auxquels ils ont souscrit il y a 20 ans, lors du premier Sommet, et le contexte mondial dans lequel travaillent les défenseur·e·s ne cesse de se dégrader. Les valeurs démocratiques sont menacées et la corruption systémique, les inégalités profondes et la discrimination, les fondamentalismes religieux et les politiques extrémistes sont en forte progression. Parallèlement, nous constatons une stratégie concertée visant à entraver, discréditer, voire tuer les défenseur·e·s des droits humains. [En 2017, au moins 312 défenseur·e·s ont été assassinés, soit deux fois plus qu'en 2015](#), et dans presque tous les cas les responsables ont agi en toute impunité. Le plan d'action espère apporter une réponse à ces injustices et soutenir les défenseur·e·s des droits humains, afin de leur permettre de poursuivre leur travail essentiel dans un environnement sûr.

FIN

Notes aux rédacteurs

Sommet mondial des défenseur·e·s des droits humains 2018

Le Sommet mondial des défenseur·e·s des droits humains 2018 rassemblera un groupe varié de 150 défenseur·e·s des droits humains venus du monde entier pour trois jours de réunions, de tables rondes, de mise en réseau et d'ateliers de travail. Ces militants et militantes, qui sont à l'avant-garde des luttes pour les changements sociaux, politiques et environnementaux dans leur pays, auront l'opportunité d'entrer en relation et d'échanger avec des organisations de défense des droits humains régionales et internationales, des dirigeants mondiaux, des représentants des Nations unies, des donateurs et avec le secteur privé. Le tout premier Sommet mondial des défenseur·e·s des droits humains

s'est tenu il y a 20 ans, en 1998, au Palais de Chaillot à Paris, et c'est dans ce même lieu que la cérémonie de clôture se tiendra cette année.

À propos des organisations à l'initiative du Sommet :

Amnesty International

Amnesty International est un mouvement mondial regroupant plus de 7 millions de personnes qui prennent chaque injustice comme une attaque personnelle. Nous militons pour un monde où les droits fondamentaux de chaque individu sont respectés. Nous sommes financés par des membres et des personnes comme vous. Nous sommes indépendants de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute religion.

Association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

AWID est une organisation féministe mondiale qui compte plus de 5 000 membres individuels et institutionnels dans 164 pays. Sa mission est d'aider les mouvements féministes, en faveur des droits des femmes et de la justice de genre à s'épanouir, à être un élément moteur de l'opposition aux systèmes d'oppression et à co-crée des réalités féministes.

FIDH

La FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme) est une ONG internationale de défense des droits humains qui regroupe 184 organisations nationales dans 112 pays. Depuis 1922, la FIDH est engagée dans la défense de tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels tels que définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Front Line Defenders

Front Line Defenders travaille à la protection, à la sécurité et au bien-être des défenseur·e·s des droits humains en danger à travers le monde, en fournissant des subventions, des formations et du renforcement des capacités sur les thèmes de la protection physique et numérique, du plaidoyer et du travail de campagne / de la visibilité pour les défenseur·e·s des droits humains.

Service international pour les droits de l'homme

Le Service international pour les droits de l'homme est une organisation non gouvernementale indépendante qui œuvre à la promotion et à la protection des droits humains, en protégeant les défenseur·e·s des droits humains, en renforçant les systèmes de protection de ces droits et en menant ou en participant à des coalitions visant à amener des changements dans le domaine des droits fondamentaux.

OMCT

L'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) est la plus grande coalition d'organisations non gouvernementales du monde luttant contre la détention arbitraire, la torture, les exécutions extrajudiciaires et sommaires, les disparitions forcées et d'autres formes de violence, et qui apporte un système de soutien et de protection complet pour les défenseur·e·s des droits humains.

ProtectDefenders.eu

ProtectDefenders.eu est le mécanisme de l'Union européenne en faveur des défenseur·e·s des droits humains, qui a été créé dans le but de protéger les défenseur·e·s en grand danger et confrontés aux situations les plus périlleuses à travers le monde. Il est dirigé par un consortium de 12 ONG qui travaillent dans le domaine des droits humains.

Reporters sans frontières

Reporters sans frontières est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale à but non lucratif basée à Paris, en France, qui mène des actions de plaidoyer sur des questions liées à la liberté d'information et à la liberté de la presse.